Initiatives ministérielles

Le gouvernement aidera également les travailleurs et les employeurs à faire de la formation et du perfectionnement une priorité permanente. À cette fin, il fournira 250 millions de dollars, répartis sur cinq ans, pour inciter les entreprises et les syndicats à faire un effort spécial en matière de formation et offrira des stimulants fiscaux pour aider à payer les coûts de la formation des travailleurs afin de répondre à ces normes professionnelles.

L'infrastructure d'un pays et les biens nationaux, tels que les transports et les communications, peuvent constituer un avantage concurrentiel important dans la nouvelle économie mondialisée. Le gouvernement se servira d'économies et du produit d'autres activités pour consacrer 500 millions de dollars de plus à la réalisation d'objectifs stratégiques précis qui se traduiront, au cours des cinq prochaines années, par des investissements de 2 milliards de dollars dans les infrastructures et la création directe de 4 000 à 5 000 emplois par année.

Nous prenons aussi des mesures directes afin d'aider les Canadiens. Ainsi, la réduction des impôts qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1993 permettra de réinjecter 1,2 milliard de dollars dans l'économie, ce qui lui imprimera un nouvel élan modeste, mais important.

Nous avons également annoncé que les taux de cotisation des employeurs et des employés à l'assurance-chômage pour 1993 seront bloqués aux niveaux de 1992. Je passe maintenant au déficit fédéral et au défi qu'il représente pour nous.

C'est à cause de la politique de déficit systématique des années 70 et 80 que notre gouvernement est gravement limité dans ses options pour relancer l'économie. Nous devons briser le cercle vicieux de l'endettement si nous voulons réellement créer une économie forte et prospère.

Pour ce faire, nous prenons d'autres mesures rigoureuses afin de réduire les frais de fonctionnement du gouvernement fédéral. Nous paierons toutes nos nouvelles initiatives en procédant à des compressions des dépenses et à la réaffectation des budgets. Nous économiserons quelque 8 milliards de dollars au cours des deux prochaines années.

Pendant deux ans, les salaires des fonctionnaires, du premier ministre, des ministres, des députés, des sénateurs et des juges fédéraux seront bloqués. Les budgets de fonctionnement des sociétés d'État qui reçoivent des fonds du gouvernement fédéral seront réduits de manière à obtenir le même résultat qu'un gel des salaires.

• (1250)

Les budgets de fonctionnement des ministères fédéraux seront réduits de 3 p. 100 en 1993-1994. Si l'on tient compte du gel des salaires, les dépenses de fonctionnement du gouvernement fédéral seront de 5 p. 100 infé-

rieures aux niveaux prévus pour les deux prochains exercices financiers.

Les prestations moyennes d'assurance-chômage seront bloquées. Les subventions accordées à la plupart des organismes et des groupes d'intérêt seront réduites de 10 p. 100 au cours de chacune des deux prochaines années. Nous reconnaissons que ces compressions imposent encore d'autres sacrifices à beaucoup de Canadiens. Mais elles sont nécessaires pour que le Canada puisse profiter d'une relance plus forte et d'une croissance soutenue.

En conclusion, notre gouvernement prend des mesures réellement positives pour relancer l'économie du Canada et pour favoriser les conditions propices à la création de nouveaux emplois. Ces mesures ne visent pas un effet de percolation; elles donnent des résultats clairs. En effet, notre taux d'inflation de 1,4 p. 100 est le plus bas parmi les pays du Groupe des 7. Notre productivité a augmenté de 2,6 p. 100 jusqu'ici, cette année. Cela a eu pour effet d'améliorer notre compétitivité. Nos résultats commerciaux sont bons. Notre excédent commercial, un des grands facteurs de la réduction de notre déficit courant, s'est accru de plus de 2 milliards de dollars par rapport à l'année dernière.

Notre rendement réel s'est accru de 1,4 p. 100 au cours du troisième trimestre. La demande intérieure, dont les dépenses de consommation, le logement et les investissements dans la machinerie et le matériel, s'est accrue de plus de 5 p. 100. La situation de l'emploi s'est améliorée au cours de cinq des six derniers mois. Il y a 104 000 emplois à plein temps de plus qu'au mois d'août. Toutefois, nous devons faire preuve de prudence dans l'interprétation de ces chiffres. L'économie mondiale traverse une période très difficile.

Nous ne sommes pas à l'abri de tout cela. Nous en sommes conscients et nous agissons pour le bien des Canadiens, du Canada et de notre économie, et ce, non seulement pour aujourd'hui, car nous avons mis en oeuvre des politiques destinées à répondre aux problèmes d'aujourd'hui, mais également pour demain. On ne saurait oublier l'avenir. Selon moi, pendant trop longtemps, les gouvernements n'ont pas regardé plus loin que le bout de leur nez, ne songeant qu'à ce qu'ils pourraient faire au cours des quatre années qui précèdent les élections pour être réélus, au lieu d'envisager le long terme et de penser à ce dont le pays avait besoin.

M. Mills: Neuf ans plus tard.

M. McDermid: Ma foi, en neuf ans, nous avons accompli énormément de choses. Avec la réforme fiscale ainsi que les nouveaux accords de libre-échange, nous avons fait beaucoup pour le pays. Il y a — j'obtiens les chiffres précis pour le député qui glousse là-bas — 1,247 million de personnes de plus qui travaillent aujourd'hui qu'en 1984.

Grâce au renforcement continu des éléments clés de l'économie canadienne, nous serons en mesure de surclasser les grands pays industrialisés en ce qui concerne la